



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

---

#### **RD140E1 - MORNAC-SUR-SEUDRE - Aménagement de la rue des Halles**

---











Commune de Mornac sur Seudre

Monsieur Le Maire

21 Rue des Halles

17113 Mornac sur Seudre

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	RD140E1 - MORNAC-SUR-SEUDRE - Aménagement de la rue des Halles
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	4 mois
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Intervenants.....	7
3.1 - Maîtrise d'œuvre .....	7
3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	7
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	7
5 - Protection des données à caractère personnel.....	7
6 - Durée et délais d'exécution .....	13
6.1 - Délai d'exécution .....	13
7 - Prix.....	14
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	14
7.2 - Modalités de variation des prix.....	14
8 - Garanties Financières .....	15
9 - Avance .....	16
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	16
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	16
10 - Modalités de règlement des comptes .....	17
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	17
10.2 - Présentation des demandes de paiement .....	17
10.3 - Délai global de paiement .....	18
10.4 - Paiement des cotraitants.....	18
10.5 - Paiement des sous-traitants .....	18
11 - Conditions d'exécution des prestations .....	20
11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits.....	20
11.2 - Implantation des ouvrages.....	20
11.2.1 - Piquetage général.....	20
11.2.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens...	20
11.3 - Préparation et coordination des travaux .....	20

11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	20
11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	21
11.3.3 - Plan d'assurance qualité.....	22
11.3.4 - Registre de chantier.....	22
11.4 - Etudes d'exécution.....	22
11.5 - Installation et organisation du chantier.....	22
11.5.1 - Installation de chantier.....	22
11.5.2 - Signalisation de chantier.....	22
11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	23
11.6.1 - Gestion des déchets de chantier.....	23
11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	23
11.6.3 - Documents à fournir après exécution.....	23
12 - Développement durable.....	23
13 - Réception.....	27
13.1 - Réception des travaux.....	27
13.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	27
14 - Garantie des prestations.....	27
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	27
16 - Pénalités.....	27
16.1 - Pénalités de retard.....	27
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	27
16.3 - Autres pénalités spécifiques.....	28
17 - Assurances.....	29
18 - Résiliation du contrat.....	29
18.1 - Conditions de résiliation.....	29
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	29
19 - Règlement des litiges et langues.....	30
20 - Clauses complémentaires.....	30
20.1 - Le respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité.....	30
21 - Dérogations.....	32

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

RD140E1 - MORNAC-SUR-SEUDRE - Aménagement de la rue des Halles

Les travaux consistent en : - Le terrassement et la construction d'une chaussée réservoir et des trottoirs - la réalisation d'un revêtement perméable pour la chaussées - la réalisation des trottoirs PMR en matériaux clair (pavés en pierre naturelle + béton microdésactivé) - La mise en valeur du patrimoine (Halles, Mairie, Ecoles, Temple) par la pose de pavés et dallage en pierres naturelles - la réalisation de zones d'espaces verts contribuant à l'infiltration des eaux de pluies.

L'exécution du marché comporte une clause relative au domaine social et à l'emploi obligatoire entrant dans le cadre de L2112-2 du Code de la Commande Publique

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- L'annexe relative à l'Insertion par l'Activité Économique
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le sous-détail des prix unitaires
- Le Schéma Directeur de la Qualité
- La série de plans, schémas et croquis, établis par le maître d'oeuvre ou par les bureaux d'études
- Le plan général de coordination sécurité (PGC)
- Le mémoire technique
- Déclaration de sous traitance au moment de l'offre le cas échéant
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- Le Guide Technique "assise de chaussée"
- Le Guide Technique "remblaiement des tranchées et réfection des tranchées"
- Le Guide Technique "conception, dimensionnement des structures de chaussées"
- Le manuel de signalisation temporaire du chef de chantier - route bidirectionnelle

- Le guide d'application des normes par couches de chaussées
- Le Guide des Terrassements Routiers (GTR2023)
- Les normes et réglementation en vigueur
- Le code du travail titre 3 "Hygiène, sécurité et conditions de travail"
- Le Règlement Départemental de Voirie

Les conditions générales de vente des prestataires ainsi que tout autre document assimilé sont réputés non-écrits et ne saurait s'appliquer dans le cadre de la présente opération. Le titulaire s'engage à se conformer au strict cadre contractuel défini par les pièces générales et particulières auxquelles se réfère le présent CCAP et ne saurait, en cas de manquement, se prévaloir de tout autre document ou toute autre clause y dérogeant.

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le département de la Charente-Maritime.

### 3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par un prestataire au choix de la commune.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 - Protection des données à caractère personnel

### Clause relative à la protection des données à caractère personnel

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Les supports informatiques et documents fournis par la commune au titulaire pour l'exécution du marché restent la propriété de la commune. Les informations contenues dans ces supports et documents sont couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Il en est de même, notamment, des informations relatives aux moyens à mettre en œuvre pour l'exécution du marché et au fonctionnement des services de la commune.

Le titulaire est par conséquent tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage, en particulier, à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation, la disponibilité et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

A ce titre, le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de l'accord-cadre sans l'accord écrit préalable de la commune, conformément au code de la commande publique.

Le cas échéant, le titulaire informe ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du présent marché. Il s'assure du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En fin de contrat, et conformément à la durée légale de conservation des documents, le co-contractant s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution du marché, le titulaire a recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

La Commune se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du partenaire signataire de la convention peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

La Commune pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Il est rappelé que le titulaire du marché doit se conformer aux articles 28 et suivants du règlement Européen sur la protection des données.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.



Le titulaire s'engage à

- traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/ont l'objet de la sous-traitance
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
  1. s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  2. reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

#### Protection des données à caractère personnel

##### *a. Respect de la loi I&L*

Le traitement des données à caractère personnel respecte les exigences de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (CNIL).

##### *b. Respect du règlement Européen*

Le traitement de données à caractère personnel doit respecter le règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016.

##### *c. Gestion des habilitations*

Les solutions et produits doivent permettre une gestion des habilitations fines.

Ainsi les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité.

##### *d. Gestion de l'archivage*

Les solutions doivent permettre la mise en œuvre d'un archivage conformément à la réglementation :

Des mécanismes de traitement automatique garantissant que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées.

##### *e. Gestion de la traçabilité et tentative d'accès frauduleux à l'applicatif*

Les accès à l'application font l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard Règlement général de Protection des données (art 9 et 10) et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et ceci pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites.

##### *f. Localisation des données*

Les données à caractère personnel doivent être localisées :

- En France ou en territoire français d'outremer (Guadeloupe, Guyane française, Île de la Réunion, Mayotte, Polynésie Française, Terres Australes françaises)
- Dans un pays membre de l'UE
- En Europe (hors UE) : Andorre, Gibraltar, Guernesey, Ile de Man, Iles FEROE, Islande, Jersey, Liechtenstein, Norvège, Suisse
- Sur tout autre territoire dont le niveau de protection est considéré comme adéquat par la commission européenne,

La liste actualisée des pays et niveau de protection de données est consultable sur le site de la Cnil (<https://www.cnil.fr/fr/transférer-des-données-hors-de-lue>)

#### *g. Transmission des données*

Toute information à caractère personnel transmise dans un flux externe devra être sécurisée par cryptage ou par utilisation d'un protocole sécurisé (HTTPS, SSH, FTPS, ...).

Ceci inclus :

- Les flux de données, parties intégrantes de la solution, entre systèmes d'informations distincts
- La transmission d'informations à des tiers comme les exports de bases de données par d'autres canaux (plateformes d'échange, emails, ...)

Les clauses contractuelles types encadrant les transferts de données à caractère personnel entre responsables de traitement ou responsables de traitement et sous-traitants sont consultables sur le site de la Cnil (<https://www.cnil.fr/fr/les-clauses-contractuelles-types-de-la-commission-europeenne>)

#### *h. Déclaration des traitements (formalités)*

Pour assurer la protection des données à caractère personnel, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

#### Confidentialité des documents de la Commune

Les supports informatiques et documents fournis par la Commune restent la propriété de la Commune et les données qu'ils contiennent sont couvertes par le secret professionnel.

#### Gestion et Notification des failles de sécurité

En cas de sous-traitance du traitement des données, une collaboration avec les prestataires est organisée par le Règlement. L'article 31 du règlement Européen sur la protection des données prévoit que le sous-traitant devra notifier au responsable de traitement toute violation dont il a connaissance dans les meilleurs délais.

Dans ce contexte, le responsable de traitement devra s'enquérir auprès de ses prestataires des délais dans lesquels ils sont en capacité de lui notifier toute violation de sécurité.

La notification de l'autorité de contrôle (CNIL) par le responsable de traitement est prévue dans les 72h au plus tard après la prise de connaissance de la violation.

Le prestataire devra détailler l'ensemble des mesures de sécurité prises pour contenir la faille, et l'atténuer. Le prestataire donnera une évaluation des risques associés à la violation et le plan de prévention pour prévenir d'autres failles potentielles.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

#### **Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le titulaire du marché aide le responsable de traitement (Commune de Mornac sur Seudre) pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données, en cas de nécessité.

Le titulaire du marché aide le responsable de traitement (Commune de Mornac sur Seudre) pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle, en cas de nécessité.

#### **Droit d'information des personnes concernées**

Le titulaire du marché, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

#### **Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le titulaire du marché doit aider le responsable de traitement (Commune de Mornac sur Seudre) à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire du marché des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire du marché doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à [mairie.mornac.seudre@wanadoo.fr](mailto:mairie.mornac.seudre@wanadoo.fr)

#### **Obligations diverses**

#### **Délégué à la protection des données**

Le titulaire du marché communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

### **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire du marché déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 6 - Durée et délais d'exécution

### 6.1 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution est de 4 mois.

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Le délai ci-dessus comprend la période de préparation de 30 jours

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation de l'entrepreneur, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Une prolongation des délais sera décidée par le pouvoir adjudicateur lorsque le titulaire du marché constate une différence entre les plans fournis par les exploitants de réseaux et la réalité du sous-sol. Le pouvoir adjudicateur supportera seul les frais de ce retard. Les actions complémentaires non prévues dans le marché initial feront l'objet d'un avenant à la charge du pouvoir adjudicateur.

En cas de mauvaise organisation de la part de l'entrepreneur pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le Maître d'Oeuvre constate la mauvaise organisation des travaux, et la notifie par ordre de service à l'entreprise. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution.

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de :

La plus proche du lieu d'exécution des travaux

## 7 - Prix

### 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

### 7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient  $C_n$  donné par les formules suivantes :

Formules	Prix concernés
$C_n = 12.5\% + 87.5\% (TP08 (n) / TP08 (o))$	1.1 à 1.10 ; 2.1 à 2.6 ; 4.1 à 4.4 ; 5.1 et 5.2 ; 6.1 à 6.14 ; 7.1 à 7.6
$C_n = 12.5\% + 87.5\% (TP09 (n) / TP09 (o))$	5.3 et 5.4
$C_n = 12.5\% + 87.5\% (TP10b (n) / TP10b (o))$	3.1 à 3.5
$C_n = 12.5\% + 87.5\% (TP10e (n) / TP10e (o))$	6.15
$C_n = 12.5\% + 87.5\% (TP10f (n) / TP10f (o))$	3.6 et 3.8

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

Les index de référence, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par le ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, sont les suivants :

Code	Libellé
TP08	Index Travaux Publics - Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurale et urbaine - Base 2010
TP09	Index Travaux Publics - Fabrication et mise en œuvre d'enrobés - Base 2010
TP10b	Index Travaux Publics - Canalisations sans fourniture de tuyaux - Base 2010
TP10e	Index Travaux Publics - Canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux en fonte majoritaire - Base 2010
TP10f	Index Travaux Publics - Canalisations, assainissement et d'adduction d'eau avec fourniture de tuyaux multi-matériaux - Base 2010

## 8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## 9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

### 9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 9.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.



## 10 - Modalités de règlement des comptes

### 10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général douze jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde.

### 10.2 - Présentation des demandes de paiement

Les factures électroniques, transmises par le titulaire, le(s) co-traitant (s) et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, seront présentées selon les conditions prévues au sein du décret N° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique et porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ; 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° De manière obligatoire et en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 6° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 7° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 10° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- 11° Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le budget de la commune de Mornac sur Seudre destinataire de la facture électronique sera obligatoirement identifié par son numéro SIRET : 211 702 477 00012

Il est rappelé que le numéro de SIRET de l'émetteur des factures électroniques déposées sur Chorus Pro doit être identique au numéro de SIRET :

- identifiant le titulaire du marché dans l'acte d'engagement
- identifiant un co-traitant autorisé à présenter directement ses factures en paiement dans l'acte d'engagement
- identifiant un sous-traitant autorisé à présenter directement ses factures dans l'acte spécial de sous-traitance

Dans le cas de facturation émise par un service facturier dont le numéro de SIRET serait différent de celui du titulaire du marché, le numéro de SIRET du service facturier devra être également stipulé à l'article 2 de l'Acte d'engagement et dans l'acte spécial de sous-traitance, le cas échéant.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### 10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'autoliquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître de l'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### 10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

### 10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En application de l'article R2193-4 du code de la commande publique, lorsque le sous-traitant est présenté en cours d'exécution du marché public, le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception

de la déclaration de sous-traitance comportant, de manière exhaustive, l'ensemble des éléments exigés aux articles R.2193-1 et R.2193-3 du code de la commande publique vaut acceptation tacite et agrément des conditions de paiement du sous-traitant présenté en cours d'exécution du marché public.

En cas de déclaration de sous-traitance incomplète transmise par le titulaire à l'acheteur, le délai de 21 jours ne court pas.

## 11 - Conditions d'exécution des prestations

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

#### 11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

#### 11.2 - Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contrairement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

##### 11.2.1 - Piquetage général

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

##### 11.2.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, après convocation par le maître d'œuvre des exploitants des ouvrages, dans les conditions de l'article 27.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

#### 11.3 - Préparation et coordination des travaux

##### 11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Doit également être réalisé pendant la période de préparation,

Par les soins du titulaire :

- Élaboration du planning prévisionnel
- Élaboration du phasage
- Élaboration des plans d'exécution
- Élaboration du plan particulier de prévention de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)
- Obtenir les autorisations d'entreprendre les travaux (Arrêté de voirie, DICT, etc.)
- Présentation des fiches techniques des matériaux mis en œuvre
- Présentation des échantillons et réalisation des planches d'essais
- Déclarer les sous-traitants (DC4 + PPSPS)

Par les soins du maître d'œuvre :

- Validation du planning prévisionnel
- Validation du phasage
- Validation des fiches techniques
- Validation des plans d'exécution
- Choix des échantillons et validation des planches d'essais

Par les soins du coordonnateur pour la sécurité :

Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n°94-1159 du 26/12/94 modifié.

### 11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 200,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### 11.3.3 - Plan d'assurance qualité

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité. Ce plan, soumis au visa du maître d'œuvre, comportera les dispositions suivantes :

Le Plan d'Assurance Qualité (PAQ) définira l'ensemble des dispositions spécifiques prises pour assurer la qualité du produit fourni ou des prestations exécutées dans le cadre du projet ainsi que la qualité du processus de réalisation conformément au CCTP.

#### 11.3.4 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

## 11.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

## 11.5 - Installation et organisation du chantier

### 11.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Conformément au BPU et au CCTP

### 11.5.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

La signalisation temporaire sera conforme au manuel du chef de chantier - voirie urbaine.

Sous le contrôle de la Direction des Infrastructures - AT de Marennes - 2 rue Fourgeaud - 17320 MARENNES

La signalisation sera conforme aux textes en vigueur et sera contrôlée par la maîtrise d'œuvre.

Conformément au BPU.

## 11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

### 11.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### 11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### 11.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 200,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

## 12 - Développement durable

### 12.1 - Conditions d'exécution à caractère social

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Les clauses d'insertion sociales sont intégrées dans les pièces du marché. Les offres ne répondant pas ces exigences seront déclarées irrégulières.

L'entreprise titulaire s'engage pour l'exécution de ce marché, à mettre en œuvre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, en respectant le nombre d'heures défini en annexe à l'Acte d'Engagement.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera irrecevable pour non-conformité au cahier des charges.

#### 12.1.1 Publics visés

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage).
- Bénéficiaires du RSA (en recherche d'emploi).
- Publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du Code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi. – Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation temporaire d'attente, (ATA), l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité.
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
  - Sans qualification (de niveau infra V, soit d'un niveau inférieur au CAP/BEP).
  - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur.
- Demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans).
- Les personnes prises en charge dans le dispositif d'IAE (insertion par l'activité économique) c'est-à-dire :
  - Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou par une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI).
  - Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier et chantier d'insertion (ACI) et des régies de quartier agréées.
  - Prises en charge dans un dispositif particulier (ex : Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ou Etablissement Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE)).
  - Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréé.
  - Personnes employées dans les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou organismes ayant le même objet
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire/régie des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP).
- Les personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

#### 12.1.2. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

- Le volume horaire de travail précisé ci-dessous est obligatoirement réservé aux publics visés à l'article ci-dessus.

Nombre minimum d'heures : 105 heures

Ce nombre d'heures de travail représentant 5 % de la part de main d'œuvre.

Le calcul étant effectué sur la base des estimations réalisées au moment de la consultation des entreprises, il pourra être réajusté en fonction du montant définitif du marché.



### 12.1.3. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'Insertion (EI) ;
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés. L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) ou d'une Association Intermédiaire (AI) ;
- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise. Dans le cas où l'entreprise titulaire procède à une embauche directe d'une personne visée par l'action d'insertion (contrat à durée indéterminée ou contrat à durée déterminée par exemple), y compris après avoir eu recours pour cette personne à la première ou à la deuxième modalité citées ci-dessus, les heures travaillées au titre de la clause sociale d'insertion pourront être comptabilisées pour toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche et la fin du marché).

Le titulaire désignera un responsable administratif et/ou technique qui sera l'interlocuteur privilégié de la facilitatrice de la clause sociale pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

### 12.1.4. La sous-traitance

Si une partie des prestations est sous-traitée, le titulaire du marché s'engage à faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par l'activité économique par son sous-traitant, si celui-ci est concerné au vu des prestations qui lui sont confiées.

Le titulaire est informé qu'il sera seul responsable de la bonne exécution et du suivi de la clause d'insertion sociale.

### 12.1.5. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire peut bénéficier de l'accompagnement d'un facilitateur conformément à l'article 20.1.4 du CCAG travaux en vigueur.

La facilitateure intervient en appui technique et jouera le rôle d'interface entre les publics, les intermédiaires de l'emploi, les entreprises et le maître d'ouvrage.

Pendant le marché, son action consiste à :

- informer les entreprises soumissionnaires des dispositifs d'insertion ;
  - proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés ;
  - faire réaliser, si nécessaire, à partir de la
- actions de formation professionnalisante préalables à l'embauche, en lien avec les financeurs publics de la formation professionnelle ;
- fournir, à titre indicatif, la liste des opérateurs de l'insertion par l'activité économique concernés par les lots du marché ;
  - mettre en œuvre les actions de suivi des publics sur les postes de travail concernés, en favorisant leur maintien dans l'entreprise et en veillant au respect de l'engagement d'insertion des entreprises ;
  - accompagner l'entreprise titulaire (nature juridique des contrats de travail, modalités de recrutement, suivi social individuel, accompagnement collectif, visites et réunions de chantier, etc.) en fonction des spécificités du chantier et en relation avec le maître d'œuvre ;

- suivre et évaluer l'exécution des clauses (suivi des activités, bilans pédagogiques, formations réalisées, besoins en emploi par lot et entreprise, mesures de sorties du dispositif, etc.);

A la fin du marché, la mission de la facilitatrice consistera à valoriser les expériences acquises lors des contrats au sein de l'entreprise titulaire comme tremplins vers l'emploi durable, en entretenant une relation avec l'entreprise titulaire après le marché pour envisager d'autres partenariats et d'autres actions.

#### 12.1.6. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le titulaire fournit mensuellement (au plus tard le 10 de chaque mois) tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article « pénalités » du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer l'acheteur, par courrier recommandé avec accusée de réception, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, et dans un délai raisonnable au regard de la durée du marché, le titulaire prendra attache auprès de la facilitatrice. Cette dernière, au regard des raisons évoquées des difficultés, étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé. L'exécution de la clause pourra faire l'objet d'un suivi en réunion de chantier.

#### 12.1.7. Maintien du dispositif d'insertion

Si pour diverses raisons (techniques ou budgétaires) indépendantes de la maîtrise d'ouvrage, les travaux venaient à être retardés ou lors de la suspension de l'exécution des prestations, l'entreprise titulaire s'engage à ne pas rompre, dans la mesure du possible, la démarche d'insertion en affectant les personnes concernées sur d'autres chantiers qu'elle réalise pour le même maître d'ouvrage, propres au titulaire. Ce dernier devra aussitôt en informer l'acheteur par le biais de la facilitatrice pour obtenir son autorisation.

#### 12.1.8. Sortie du dispositif d'insertion

En cas de départ volontaire, ou de licenciement, avant la fin du contrat de la personne recrutée au titre de l'insertion, le titulaire doit informer l'acheteur par le biais du facilitateur des raisons ayant entraîné la rupture de ce contrat, et ce, dans un délai de huit jours calendaires. L'embauche d'une nouvelle personne doit intervenir dans les meilleurs délais.

A l'issue de la période d'accueil des salariés en insertion dans le cadre du marché, le titulaire s'engage à établir un bilan qualitatif et quantitatif de l'opération. Il apportera son avis sur les possibilités d'évolution professionnelle des personnes concernées. En fonction de ses possibilités, le titulaire peut envisager de recruter une ou plusieurs de ces personnes, ou les orienter vers un employeur potentiel. Ce bilan devra être transmis dans le mois qui suit la fin du chantier.

#### 12.1.9. Suite à donner au dispositif d'insertion

Dans le mois précédent la fin du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

A l'achèvement du marché, le titulaire présente au facilitateur l'attestation de la clause sociale faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par le titulaire.

### 12.2 - Conditions d'exécution à caractère environnemental

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Gestion intégrée des eaux pluviales prise en compte dans le projet (favoriser l'infiltration de l'eau au plus près de sa chute, mise en œuvre de béton bitumineux perméables)

Mise en œuvre de granulats recyclés en couche de réglage.

Création de zones d'espaces verts

## 13 - Réception

### 13.1 - Réception des travaux

#### 13.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

## 14 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

## 15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 16 - Pénalités

### 16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 500,00 €.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 16.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non conformité des installations ou repliement de chantier	Journalière	200,00 €	Pénalité pour retard ou non conformité appliquée sans mise en demeure préalable
Non respect de la réglementation de signalisation temporaire de chantier	Journalière	300,00 €	Pénalité appliquée, par jour de défaut constaté, sans mise en demeure préalable
Fourniture des matériaux non conformes aux spécifications du CCTP	Forfaitaire	20,00 %	Réfaction de 20 % au prix du bordereau correspondant ou évacuation des matériaux non conformes (suivant le choix de maître d'oeuvre) sans mise en demeure préalable
Défaut de nivellement et/ou compacité des structures de chaussées	Forfaitaire	30,00 %	Pénalité appliqué sans mise en demeure préalable, réfaction de 30 % au prix du bordereau correspondant
Mise en oeuvre non conforme au CCTP et aux plans	Forfaitaire	30,00 %	Réfaction au prix du bordereau correspondant, sans mise en demeure préalable
Matériaux non conforme à ceux remis à l'appui de l'offre	Forfaitaire	30,00 %	Pénalité appliquée sans mise en demeure préalable, réfaction de 30 % au prix du bordereau correspondant
Pourcentage de recyclé non conformes aux spécifications du CCTP	Forfaitaire	10,00 %	Pénalité appliquée en cas de non-respect du % de recyclé, sans mise en demeure préalable

## 17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

## 18 - Résiliation du contrat

### 18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Poitiers est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 20 - Clauses complémentaires

### 20.1 - Le respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité

#### Le respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité

Le titulaire du contrat assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille également à intégrer des clauses nécessaires au respect de ces principes dans ses contrats de sous-traitances ou de sous-concession.

Les contrats sont communiqués par le titulaire à l'acheteur (ou l'autorité concédante) lors des demandes d'acceptation d'un sous-traitant (ou sous-concessionnaire) ayant pour objet l'exécution de tout ou partie du service public.

Le titulaire informe les usagers du dispositif de signalement auprès de l'acheteur (ou de l'autorité concédante) des manquements aux principes susmentionnés.

Le titulaire informe, sans délai, l'acheteur des manquements constatés ainsi que les mesures prises pour en remédier.

L'acheteur/ autorité concédante informe, sans délai, le titulaire des manquements signalés par les usagers.

Les manquements aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité font l'objet de mesures préventives et correctives.

Aussi, les modalités suivantes seront appliquées dans le cadre de l'exécution du marché :

- Il appartient au titulaire de mettre en œuvre toute mesure utile pour que les personnels dédiés au marché respectent les principes ci-dessus énoncés.
- Le contrôle sera assuré à tout moment par le maître d'œuvre, responsables du suivi de l'exécution du marché, sur simple constat.
- Tout manquement aux principes de neutralité et laïcité constaté fera l'objet d'un signalement immédiat au titulaire par tout moyen qui permettra d'acter de la date d'envoi. Le signalement précisera la nature du manquement constaté.
- Le titulaire devra prendre toute disposition pour que, au plus tard le lendemain ou à défaut lors de la prochaine intervention, le prestataire dont le manquement a été constaté sur site, respecte les principes de neutralité et laïcité. A défaut, une pénalité forfaitaire de 100 € HT sera appliquée sans mise en demeure préalable par manquement constaté. Le cumul de ces pénalités ne pourra pas toutefois excéder 10% du montant HT du marché.

En cas de manquements d'une particulière gravité, le marché pourra être résilié de plein droit, sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire, aux torts exclusifs du titulaire après mise en demeure, restée infructueuse ou ne répondant pas aux demandes de l'acheteur.

L'acheteur/autorité concédante notifie au préalable une mise en demeure au titulaire pour l'informer de la sanction et du délai dont il dispose pour présenter ses observations.

## 21 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG
- L'article 10.1 du CCAP déroge al.4 de l'article 12.4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux